

COMMISSION DE LA SANTE
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIETE

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 26 OCTOBRE 2010

DINSDAG 26 OKTOBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 11 h 43 par M. Hans Bonte, président.

01 Questions jointes de

- **Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 59)**

- **Mme Karin Temmerman au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 74)**

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): Les dernières mesures du cabinet restreint en vue de créer des places d'accueil supplémentaires et de libérer des fonds supplémentaires pour les instances concernées sont très positives mais elles continuent à aller dans le sens du toujours plus, plus, plus. Aucune mesure ne s'attaque à la cause réelle du problème, à savoir l'afflux anormalement élevé de nombreuses personnes qui abusent du droit d'asile.

Ces mesures suffiront-elles à compenser la pénurie de places d'accueil? Il y a aujourd'hui quasiment 6 000 ayants droit sans affectation, alors que l'afflux mensuel est de 2 000 demandeurs d'asile. Le secrétaire d'État peut-il garantir que les CPAS ne procéderont pas au versement de revenus d'intégration aux demandeurs d'asile? Le gouvernement est-il disposé à prendre des mesures contre l'afflux anormalement élevé de demandeurs d'asile?

L'opinion publique est particulièrement sensible à la question des astreintes. À ce jour, on a déjà versé 300 000 euros d'astreintes. Le secrétaire d'État a le pouvoir d'intervenir en la matière. Prendra-t-il des mesures?

La Régie des Bâtiments a-t-elle déjà dressé l'inventaire des bâtiments vides? Ou a-t-elle l'intention de le faire?

01.02 Karin Temmerman (sp.a): Afin de répondre à la pénurie de places d'accueil pour les demandeurs d'asile, il serait envisagé d'ouvrir cinq sites militaires - ou même davantage, à en croire les journaux - afin d'y installer des unités de logement. L'on se proposerait également d'offrir des garanties financières aux CPAS qui organisent volontairement l'accueil, et d'engager du personnel supplémentaire pour les procédures - qui doivent, en effet, se dérouler plus rapidement - et les campagnes de dissuasion.

Combien de places supplémentaires envisage-t-on de créer par le biais des CPAS et grâce à la transformation de casernes? En quoi consistent les garanties financières? Va-t-on obliger des CPAS à organiser un accueil? Combien de personnes seront engagées auprès des divers organismes compétents ainsi que pour la mise en œuvre des campagnes de dissuasion? Comment se dérouleront ces dernières?

01.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Seule une approche multidirectionnelle associée à une procédure accélérée peut améliorer la situation. Le nombre de demandes est impossible à prévoir. La loi sur l'accueil de 2007 est fondée sur un accueil matériel et les CPAS interviennent essentiellement dans la mise sur pied d'ILA. Ces initiatives représentent environ 45 % de l'accueil et ont également la préférence des CPAS.

Tant la Belgique que la plupart des autres États membres de l'Union européenne sont confrontés à un nombre croissant de demandes d'asile. Le secrétaire d'État M. Wathelet a dès lors mené des actions dans les Balkans et le gouvernement a décidé de recruter du personnel supplémentaire pour les instances publiques concernées. Les mesures visant à accélérer le traitement des demandes d'asile contribueront également à en diminuer le nombre. La plupart des demandeurs d'asile proviennent toutefois de pays où se posent des problèmes de sécurité.

Toutes ces mesures sont nécessaires mais elles ne peuvent entraver un traitement correct des demandes. En 2009, le pourcentage de reconnaissance s'élevait à 25,97 %, ce qui signifie que plus d'un quart des demandeurs d'asile obtiennent finalement un statut de protection.

Il a été demandé au ministre de la Défense de mettre à disposition des terrains ou des bâtiments pour une capacité de minimum 2 000 places supplémentaires. Nous espérons pouvoir créer encore 2 000 places supplémentaires par le biais des ILA. L'effort demandé aux CPAS conserve une base volontaire. En 2009-2010, 1 310 ILA supplémentaires ont déjà été réalisées et après un premier appel lancé par l'intermédiaire de la Fédération des CPAS, il est à présent question de quelque 800 nouvelles places.

Dans le cadre d'un traitement plus rapide des demandes auprès de l'Office des étrangers, il a été procédé à l'engagement de deux membres du personnel de niveau A et de quatre de niveau C pour une durée indéterminée et d'un membre du personnel de niveau A et de trois de niveau C pour une durée de six mois. Cinq fonctionnaires médecins, 25 membres du personnel de niveau A et 15 de niveau C seront engagés en vue d'accélérer les demandes de régularisation. Les engagements sont prévus au plus tard pour le 1^{er} janvier 2011.

Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides s'est récemment déjà vu attribuer 44 personnes de niveau A et six personnes de niveau C supplémentaires. Le commissariat pourra prochainement encore recruter 36 personnes de niveau A et cinq de niveau C, qui seront opérationnelles au printemps de 2011. Pour le Conseil du Contentieux des Étrangers, dix juristes seront recrutés.

Pour les campagnes d'information et de prévention à l'étranger, deux attachés ont été attribués. Ces campagnes sont organisées sur la base de l'analyse du flux entrant. Elles s'adressent toujours à un groupe cible spécifique et y sont adaptées. Chaque campagne est assortie d'un plan d'action et est évaluée après sa mise en œuvre.

01.04 Sarah Smeyers (N-VA): Du personnel supplémentaire est donc prévu pour accélérer la procédure. Les astreintes demeurent un problème. Le flux entrant, le transit et le flux sortant devront dès lors faire l'objet d'une approche globale. J'ai le sentiment que cette idée fait progressivement son chemin.

Le secrétaire d'État a évoqué le chiffre de 800 ILA supplémentaires. S'agit-il de places ou de personnes?

01.05 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agit de places pour 800 personnes.

01.06 Sarah Smeyers (N-VA): Il n'est pas exact d'affirmer que les demandeurs d'asile ne bénéficieraient plus d'aucune aide financière. Dans un courrier dont je dispose ici, la VVSG affirme que seuls les demandeurs d'asile auxquels Fedasil a octroyé un lieu d'accueil sont exclus de l'aide financière sur pied de l'article 57^{ter} de la loi sur les CPAS. Les personnes qui ne peuvent bénéficier d'une ILA continuent à pouvoir prétendre à un revenu d'intégration du CPAS. Je voudrais que ce point fasse l'objet d'une analyse approfondie.

Présidente: Thérèse Snoy et d'Oppuers.

01.07 Karin Temmerman (sp.a): Si j'avais un conseil à donner, ce serait de téléphoner tous les jours au

ministre de la Défense pour le prier d'ouvrir ces places d'accueil supplémentaires car sans cela, je ne crois pas que nous arriverons à héberger tout le monde cet hiver.

Les 800 places supplémentaires dont il est question permettront de régler une toute petite partie du problème mais nous devons par surcroît fournir un effort supplémentaire afin de veiller à ce que tous ces nouveaux réfugiés ne se retrouvent une fois de plus dans les villes. Il faudra en outre rappeler leur responsabilité aux autres CPAS.

Recourir au marché locatif privé ne me semble pas judicieux car la pression qui pèse sur le marché du logement est déjà très élevée actuellement, surtout dans les villes où il y a une carence de logements sociaux et familiaux.

L'incident est clos.

02 **Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la lutte contre la fracture numérique" (n° 143)**

02.01 **Sonja Becq** (CD&V): Une réponse à une question écrite posée en janvier 2010 a fait apparaître que le projet de mise à disposition d'ordinateurs d'occasion qui était censé réduire la fracture numérique n'a pas atteint son objectif. En Wallonie, 10 % seulement du budget disponible sont utilisés, pour 17 % en Flandre et 33 % et à Bruxelles. La situation est la conséquence d'un manque de visibilité, d'un nombre insuffisant de centres de recyclage et d'un manque d'intérêt. Autre problème persistant: le coût permanent de la connexion à l'internet.

Quel est le résultat de l'évaluation annoncée par le secrétaire d'État? Quelles sont les perspectives pour 2011?

02.02 **Philippe Courard**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le Plan d'action national de lutte contre la fracture numérique a été évalué en collaboration avec les entités fédérées dans l'optique de la préparation de la seconde phase couvrant la période 2011-2015.

Il ressort de cette évaluation que sur une période de cinq ans, le nombre de ménages disposant d'une connexion à l'internet a augmenté sensiblement, passant de 50 % à 67 %, et que les trois quarts de la population belge entre 50 et 75 ans utilisent l'internet.

Cependant, nous n'observons pas une évolution analogue chez les bas revenus. Pour eux, l'achat d'un ordinateur personnel reste un obstacle. Aussi les chercheurs recommandent-ils d'adapter les mesures prises pour faciliter l'acquisition d'un PC et de matériel multimédia. Cette adaptation devra également inclure une réduction du coût de la connexion à l'internet.

La mesure d'aide aux allocataires de CPAS pour acquérir un ordinateur recyclé reste dès lors pertinente. Lors de la préparation de la deuxième phase, cette mesure sera réexaminée par rapport aux autres initiatives en faveur de ce groupe cible.

Je ne disposerai des données relatives à la mise en œuvre de la mesure que lorsque les CPAS publieront leur rapport annuel. Le délai de publication est fixé au 28 février 2011. L'arrêté royal en vertu duquel les montants maximums des subventions sont octroyés, ne pourra être signé qu'après l'adoption du budget de 2011.

02.03 **Sonja Becq** (CD&V): Les frais de connexion à l'internet mais aussi le fait qu'il s'agisse de produits recyclés posent problème. Il faut étudier la manière d'atteindre les groupes défavorisés. Aux Pays-Bas, une formation et une intervention sont octroyées et des espaces publics sont mis à disposition.

L'incident est clos.

03 **Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la**

pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la possible ouverture d'un centre d'accueil Fedasil dans la commune de Stoumont" (n° 400)

03.01 Kattrin Jadin (MR): Nous constatons depuis plusieurs mois une augmentation nette des demandeurs d'asile au sein de notre pays. Je souhaiterais faire avec vous le point sur l'évolution de la politique d'accueil.

Fin février, vous me répondiez que l'ouverture d'un centre à Eupen se justifiait par le fait que le taux d'occupation du réseau existant avoisinait les 107 %, soit une nette surcapacité. Quel est le taux d'occupation du réseau à ce jour?

Confirmez-vous l'ouverture d'un autre centre d'accueil dans la commune de Stoumont? Si oui, celle-ci se justifie-t-elle par une augmentation des demandes ces derniers mois? Quel bâtiment serait envisagé pour l'ouverture de ce centre? Dans quel délai? Quelle serait la capacité d'accueil de cet immeuble?

03.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (en français): L'administration a ouvert le 20 septembre dernier un nouveau centre d'accueil à Stoumont.

Une structure d'accueil occupe le bâtiment B du site Princesse Astrid du Centre hospitalier Peltzer-La Tourelle, qui était inoccupé. La capacité est de 50 places. Il est prévu d'augmenter la capacité pour atteindre 150 places dont 20 pour mineurs non accompagnés. Cela serait normalement réalisé fin novembre. Ce nouveau centre contribue aux solutions mises en place par le gouvernement pour faire face à la situation de crise de l'asile et de l'accueil. Entre mai et septembre 2010, nous avons connu une nouvelle augmentation de 62 % des demandeurs d'asile.

03.03 Kattrin Jadin (MR): Nous sommes le pays d'Europe où le flux migratoire est le plus important. Il faut des réponses plus claires et de nouvelles législations.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la démission de la directrice de Fedasil" (n° 402)

04.01 Kattrin Jadin (MR): La directrice de Fedasil a récemment démissionné. On sait à quel point cette institution a été mise sous pression pour faire face aux difficultés d'accueil des migrants.

Quelles sont les raisons objectives de la démission de la directrice de Fedasil? Sont-elles en rapport avec la restructuration envisagée de l'institution? Ce départ étant sans doute le signe d'un malaise au sein de Fedasil, quelle est votre vision d'avenir à long terme pour cette institution essentielle?

04.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (en français): La directrice générale de Fedasil était en congé de maladie depuis octobre 2009. Le gouvernement a accepté sa démission pour raison personnelle en date du 5 mars 2010. En attendant l'arrivée d'un nouveau directeur général, la directrice Gestion et contrôle du réseau continue à assurer l'intérim.

Je voudrais, tout d'abord, exprimer mon respect pour le travail au quotidien de tous les collaborateurs. Trouver, au quotidien, certaines solutions d'urgence n'est certainement pas facile à vivre.

Fedasil veut assurer un accueil de qualité et a du mal à y arriver. Si on veut résoudre la crise, il faut travailler davantage sur le nombre de demandes d'asile et l'accélération de la procédure.

En ce qui concerne le futur de Fedasil, je suis convaincu qu'en acceptant de donner les moyens budgétaires, administratifs et en personnel suffisants, Fedasil sera en mesure d'offrir un accueil de qualité et ce, en lien

avec une gestion efficace des procédures d'asile.

04.03 Kattrin Jadin (MR): J'ai pu me rendre compte du travail réalisé et des problèmes qui se posent, notamment au niveau de la Croix-Rouge.

En outre, je tiens également à exprimer mon respect pour le personnel.

Enfin, j'espère que nous aurons bientôt un débat sur la clarification en cours des législations, l'accélération des procédures et l'intérêt de garantir le meilleur accueil possible.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 23.

De vergadering wordt geopend om 11.43 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sarah Smeyers** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de opvang van asielzoekers" (nr. 59)

- mevrouw **Karin Temmerman** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de opvang van asielzoekers" (nr. 74)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): De recentste maatregelen van het kernkabinet om extra opvangplaatsen te creëren en te voorzien in bijkomend geld voor de behandelende instanties zijn heel positief, maar ze blijven steken in de logica van meer, meer, meer. Geen enkele maatregel pakt de werkelijke oorzaak aan, namelijk de abnormaal hoge instroom van veelal oneigenlijke asielzoekers.

Zullen deze maatregelen volstaan om het tekort aan opvangplaatsen op te vullen? Momenteel zijn er bijna 6.000 niet-toegewezen rechthebbenden. Tegelijk is er een maandelijkse instroom van 2.000 asielzoekers. Kan de staatssecretaris garanderen dat OCMW's niet overgaan tot het uitkeren van leeflonen aan asielzoekers? Wil de regering iets ondernemen tegen de abnormaal hoge instroom?

De kwestie van de dwangsommen ligt enorm gevoelig bij de publieke opinie. Tot op heden heeft men al 300.000 euro aan dwangsommen uitbetaald. De staatssecretaris heeft de macht om daar iets aan te doen. Zal hij maatregelen nemen?

Heeft de Regie der Gebouwen al een inventaris gemaakt van de leegstaande gebouwen? Of is ze dat van plan?

01.02 Karin Temmerman (sp.a): Om het tekort aan opvangplaatsen voor asielzoekers op te vangen, zou men zoeken naar een vijftal militaire sites - volgens de kranten zelfs meer - om er wooneenheden te installeren. Men wil ook financiële garanties bieden aan OCMW's die vrijwillig opvang verzorgen en extra personeel aanwerven voor de procedures - die inderdaad veel sneller moeten verlopen - en voor de ontradingscampagnes.

Op hoeveel extra plaatsen mikt men via de kazernes en de OCMW's? Wat houden de financiële garanties in? Zal men OCMW's ook tot opvang verplichten? Hoeveel extra mensen zal men aanwerven bij de verschillende bevoegde instanties en voor de ontradingscampagnes? Hoe zullen die campagnes verlopen?

01.03 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Enkel een meersporenaanpak met een versnelde procedure kan soelaas bieden. Het aantal aanvragen is niet te voorspellen. De opvangwet van 2007 stoelt op materiële opvang en de OCMW's spelen vooral een rol in het opzetten van LOI's. Die initiatieven verzorgen ongeveer 45 procent van de opvang, zij dragen als instrument ook de voorkeur weg van de OCMW's.

Zowel België als de meeste andere EU-lidstaten worden geconfronteerd met een oplopend aantal

asielaanvragen. Staatssecretaris Wathélet heeft daarom acties gevoerd in de Balkan en de regering heeft beslist om extra personeel aan te werven voor de betrokken overheidsinstanties. De maatregelen om de behandeling te versnellen zullen ook leiden tot minder asielaanvragen. De meeste asielzoekers komen wel uit landen waar er veiligheidsproblemen bestaan.

Al deze maatregelen zijn noodzakelijk, maar ze mogen een correcte behandeling van de aanvragen niet in de weg staan. In 2009 bedroeg het erkenningspercentage 25,97 procent, wat betekent dat meer dan een vierde van de asielzoekers uiteindelijk een beschermingsstatuut krijgt.

Aan de minister van Defensie werd gevraagd om terreinen of gebouwen ter beschikking te stellen voor minstens 2.000 extra plaatsen. We hopen op nog 2.000 extra plaatsen via de LOI's. De inspanning die van de OCMW's gevraagd wordt, blijft vrijwillig. In 2009-2010 werden al 1.310 bijkomende LOI's gerealiseerd en na een eerste oproep via de Federatie van OCMW's is er nu sprake van zowat 800 nieuwe plaatsen.

Voor een snellere behandeling van de aanvragen bij de dienst Vreemdelingenzaken werden twee personeelsleden van niveau A en vier van niveau C aangeworven voor onbepaalde duur, één personeelslid van niveau A en drie van niveau C voor zes maanden. Vijf extra ambtenaren-geneesheren, 25 personeelsleden van niveau A en 15 van niveau C worden aangeworven voor een versnelling van de regularisatieaanvragen. De aanwervingen zijn gepland tegen uiterlijk 1 januari 2011.

Het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen heeft onlangs al 44 extra personeelsleden van niveau A en zes van niveau C toegekend gekregen. Binnenkort mag het commissariaat nog 36 personeelsleden van niveau A en vijf van niveau C aanwerven, die in het voorjaar van 2011 operationeel zullen zijn. Voor de Raad voor Vreemdelingen zullen tien juristen worden aangeworven.

Voor de informatie- en preventiecampagnes in het buitenland werden twee attachés toegekend. Deze campagnes worden georganiseerd op basis van de analyse van de instroom. Ze richten zich altijd op een bepaalde doelgroep en worden daaraan aangepast. Elke campagne wordt vergezeld van een flankerend actieplan en wordt na uitvoering geëvalueerd.

01.04 Sarah Smeyers (N-VA): Er komt dus meer personeel om voor een snellere doorstroming te zorgen. De dwangsommen blijven ondertussen een pijnpunt. Instroom, doorstroom en uitstroom zullen daarom gezamenlijk moeten worden aangepakt. Ik heb de indruk dat dat inzicht stilaan rijpt.

De staatssecretaris had het over 800 bijkomende LOI's. Gaat het om plaatsen of om personen?

01.05 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Het gaat over plaats voor 800 personen.

01.06 Sarah Smeyers (N-VA): Het klopt niet dat er geen financiële steun meer wordt gegeven aan asielzoekers. In een brief van de VVSG die ik hier bij me heb, staat dat volgens artikel 57ter van de OCMW-wet enkel asielzoekers die van Fedasil een opvangplaats hebben gekregen, worden uitgesloten van financiële steun. Wie niet in een LOI terecht kan, blijft recht hebben op een leefloon van het OCMW. Ik zou willen dat dit eens grondig wordt onderzocht.

Voorzitter: Thérèse Snoy et d'Oppuers.

01.07 Karin Temmerman (sp.a): Ik raad aan om de minister van Defensie dagelijks te bellen en aan te dringen op het openstellen van die extra plaatsen, anders lukt het volgens mij niet meer voor de winter.

De 800 extra plaatsen bieden een beetje soelaas, maar er is ook een extra inspanning nodig om niet alle toevloed weer in de steden te laten terechtkomen. De andere OCMW's moeten ook op hun verantwoordelijkheid worden gewezen.

Een beroep doen op de private huurmarkt, vind ik geen goed idee. Vooral in de steden, waar een tekort is aan sociale woningen en gezinswoningen, is de druk op de woningmarkt nu al zeer hoog.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het dichten van de digitale kloof" (nr. 143)

02.01 Sonja Becq (CD&V): Uit een antwoord op een schriftelijke vraag in januari 2010 bleek dat het project van tweedehandscomputers waarmee de digitale kloof moet worden gedicht, zijn doel mist. In Wallonië wordt maar 10 procent van het beschikbare budget benut, in Vlaanderen 17 procent en in Brussel 33 procent. Oorzaken zijn een gebrek aan zichtbaarheid, aan recyclagecentra en aan interesse. Een knelpunt blijft ook de internetaansluiting, die permanente kosten vergt.

Wat is het resultaat van de evaluatie die de staatssecretaris aankondigde? Wat zijn de perspectieven voor 2011?

02.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Het Nationaal Actieplan ter bestrijding van de digitale kloof werd in samenwerking met de deelstaten geëvalueerd ter voorbereiding van de tweede fase, de periode 2011-2015.

Uit de evaluatie blijkt dat in een periode van vijf jaar het aantal huishoudens met een internetaansluiting is gestegen van 50 procent naar 67 procent en dat driekwart van de Belgische bevolking tussen de 50 en 75 jaar internet gebruikt.

Een dergelijke inhaalbeweging zien we echter niet bij de mensen met een laag inkomen. Voor hen blijft de aankoop van een pc een hinderpaal. De onderzoekers raden daarom aan om de maatregelen die de aankoop van een computer en van multimediamateriaal moeten in de hand werken, aan te passen. Ook de kosten voor een internetaansluiting moeten daarin worden opgenomen.

De steunmaatregel voor OCMW-begunstigden om een gerecycleerde pc te kopen, blijft daarom relevant. Bij de voorbereiding van de tweede fase, zal deze actie worden herbekeken in verhouding tot de andere initiatieven ten voordele van deze doelgroep.

Over de gegevens over het gebruik van de maatregel beschik ik pas wanneer de OCMW's hun jaarverslag verstrekken. De deadline daarvoor ligt op 28 februari 2011. Het KB waarin de maximumbedragen van de subsidies worden toegekend, kan pas ondertekend worden na de goedkeuring van de begroting van 2011.

02.03 Sonja Becq (CD&V): Niet alleen de internetaansluitingskosten zijn een probleem, maar ook het feit dat het gaat om gerecycleerde producten. Er moet worden bekeken hoe de kansengroepen kunnen worden bereikt. In Nederland zorgt men voor opleiding en een tegemoetkoming, maar men stelt er ook openbare ruimtes ter beschikking.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de mogelijke opening van een opvangcentrum van Fedasil te Stoumont" (nr. 400)

03.01 Kattrin Jadin (MR): De jongste maanden neemt het aantal asielaanvragen in ons land fors toe. Ik wil u graag om een stand van zaken vragen met betrekking tot het opvangbeleid.

Eind februari antwoordde u mij dat de opening van een opvangcentrum te Eupen gerechtvaardigd was, omdat de bezettingsgraad bijna 107 procent bedroeg en er duidelijk sprake was van een overbezetting. Hoeveel bedraagt de bezettingsgraad vandaag?

Kunt u bevestigen dat er ook te Stoumont een opvangcentrum wordt geopend? Zo ja, is dit het gevolg van de stijging van het aantal aanvragen die de voorbije maanden werd opgetekend? In welk gebouw zou het centrum worden gevestigd? Wanneer zou het worden geopend? Hoeveel asielzoekers zouden in het gebouw kunnen worden opvangen?

03.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): De administratie heeft op 20 september een nieuw opvangcentrum geopend in Stoumont.

Er wordt in opvang voorzien in het leegstaande gebouw B op de campus Princesse Astrid van het Centre Hospitalier Peltzer-La Tourelle. Er is plaats voor 50 personen. De bedoeling is de opvangcapaciteit op te trekken tot 150 plaatsen, waarvan 20 voor niet-begeleide minderjarigen. Een en ander zal normalerwijze eind november in orde zijn. Dat nieuwe centrum maakt deel uit van de regeringsmaatregelen om de asiel- en opvangcrisis aan te pakken. Tussen mei en september 2010 nam het aantal asielzoekers opnieuw toe met 62 procent.

03.03 **Katrin Jadin** (MR): Wij zijn het land met de grootste migratiestroom van Europa. Er moeten duidelijkere antwoorden worden geboden en er is nieuwe wetgeving nodig.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het ontslag van de directeur van Fedasil" (nr. 402)**

04.01 **Katrin Jadin** (MR): De directeur van Fedasil is onlangs opgestapt. Die instelling werd recentelijk zwaar onder druk gezet om de problemen met betrekking tot de opvang van asielzoekers op te lossen.

Wat zijn de objectieve redenen die tot het ontslag van de directeur van Fedasil geleid hebben? Hebben ze iets te maken met de voorgestelde herstructurering van de instelling? Dit ontslag is ongetwijfeld het gevolg van de malaise bij Fedasil. Daarom zou ik graag vernemen wat uw langetermijnvisie is met betrekking tot deze belangrijke instelling.

04.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): De directeur-generaal van Fedasil was sinds oktober 2009 met ziekteverlof. De regering aanvaardde op 5 maart 2010 haar ontslag om persoonlijke redenen. In afwachting van de komst van een nieuwe directeur-generaal neemt de directeur Netwerkbeheer en -controle voorlopig die functie waar.

Ik heb het grootste respect voor wat alle medewerkers elke dag weer presteren. Het is zeker geen sinecure om dagelijks noodoplossingen uit de mouw te schudden.

Fedasil wil zorgen voor een goede opvang, maar heeft daar amper de middelen voor. Als men de crisis wil oplossen, moet men iets doen aan het aantal asielaanvragen en moet men de procedure versnellen.

Wat de toekomst van Fedasil betreft, ben ik ervan overtuigd dat als men voldoende budgettaire, administratieve en personele middelen ter beschikking stelt, Fedasil in staat zal zijn een degelijke opvang aan te bieden en de asielprocedures doeltreffend te beheren.

04.03 **Katrin Jadin** (MR): Ik heb nu een beter zicht op het werk dat gerealiseerd wordt, evenals op de problemen die zich voordoen, met name bij het Rode Kruis.

Daarnaast wil ik ook mijn waardering uiten voor het personeel.

Ten slotte hoop ik dat we binnenkort een debat zullen houden over de verduidelijking van de wetgeving waaraan thans gewerkt wordt, de versnelling van de procedures en het belang van een zo goed mogelijke opvang.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.23 uur.